



CHIFFRES CLES JUILLET 2020

59 incidents de protection

Désagrégé de victimes

Genre	Total	%
Homme	34	57%
Femme	21	36%
Fille	4	7%
Garçon	0	0%
Total	59	100%

Statut des victimes

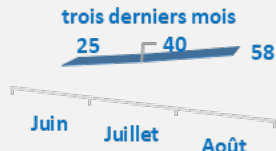
Type de population	#	%
IDP	25	43%
Retourné	6	10%
Résident	14	25%
Transhumant	6	10%
Autre	8	12%
TOTAL	59	100%

Auteurs présumés des violations

Auteurs présumés	Nombre	%
GSA	25	41%
MCC	8	14%
GBK	3	5%
MAA	3	5%
GMO	4	7%
INC	3	5%
TZB	9	16%
GMA	4	7%
Total	58	100%

Tendance des violations

Tendance des incidents des trois derniers mois



Mouvements de population

51 904 PDIs sur les sites dans la zone de l'Ouham
(source : CMP Juin 2020)

RESUME EXECUTIF

Incidents de protection

59 incidents de protection ont été collectés et documentés contrairement aux 40 incidents enregistrés en Juin 2020 soit une hausse de 30%. Les incidents documentés sont des violations du droit à la propriété (15 cas), des violations du droit à la liberté (12 cas), des violences basées sur le genre (17 cas) et des violations du droit à la vie/intégrité physique (14 cas) et un violation 1612. S'agissant de la hausse des cas enregistrés ce mois, elle est due au non-respect des décisions prises au niveau de la frontière avec le Tchad qui est traversée par les militaires Tchadiens (16% des violations rapportées leur étant attribués) et à la présence importantes des groupes armés sur les sites de déplacés et dans les villes de la zone monitorée (Batangafo-Bouca-Kabo).

Les PDIs viennent en tête des catégories de victimes avec 25 incidents (43%), suivis des résidents avec 14 incidents (25%), des retournés avec 06 incidents (10%), des rapatriés spontanés avec 06 incidents (10%) et d'un reliquat de 12% parmi lesquels figurent les transhumants. Ce sont les GSA qui ont commis le plus de violence en juillet 2020 avec 25 cas soit 41%, viennent ensuite les TZB avec 09 cas soit 16%, des MCC avec 08 cas soit 05%, des MAA avec 03 cas soit 5% et enfin, des INC avec 03 cas soit 5%.

Nombre de missions de monitoring

03 missions ont été faites pour procéder à la mise à jour des listes de PDIs, à la distribution de kits NFIs et à la formation des autorités locales.

Mouvements de population

11,424 ménages de 48,778 PDIs résident sur les sites de déplacés de l'Ouham selon la dernière mise à jour du mois d'août dans l'Ouham. Une mise à jour de tous les sites sous gestion d'Intersos a eu lieu au cours de l'été.

Protection de l'enfance

Un incident de refus d'accès humanitaire perpétré par des éléments GSA à Kabo a été rapporté ce qui constitue une violation 1612. Le caractère civil et humanitaire étant constamment violé par les groupes armés, cela expose les enfants aux divers risques de protection.

De plus, 2 incidents de viols sur mineures ont été rapportés pour la période de rapportage : il s'agit de 2 viols sur mineurs perpétrés par des GSA à Batangafo et Bouca.

Violences sexuelles et basées sur le genre

17 cas de VBG ont été documentés victimisant 13 femmes et 4 filles. La tendance est à la hausse avec des VBG commises par des MAA, des MCC et des membres de groupes armés (GSA, GBK, TZB, GMA et GMO).

Prévention et réponses de protection

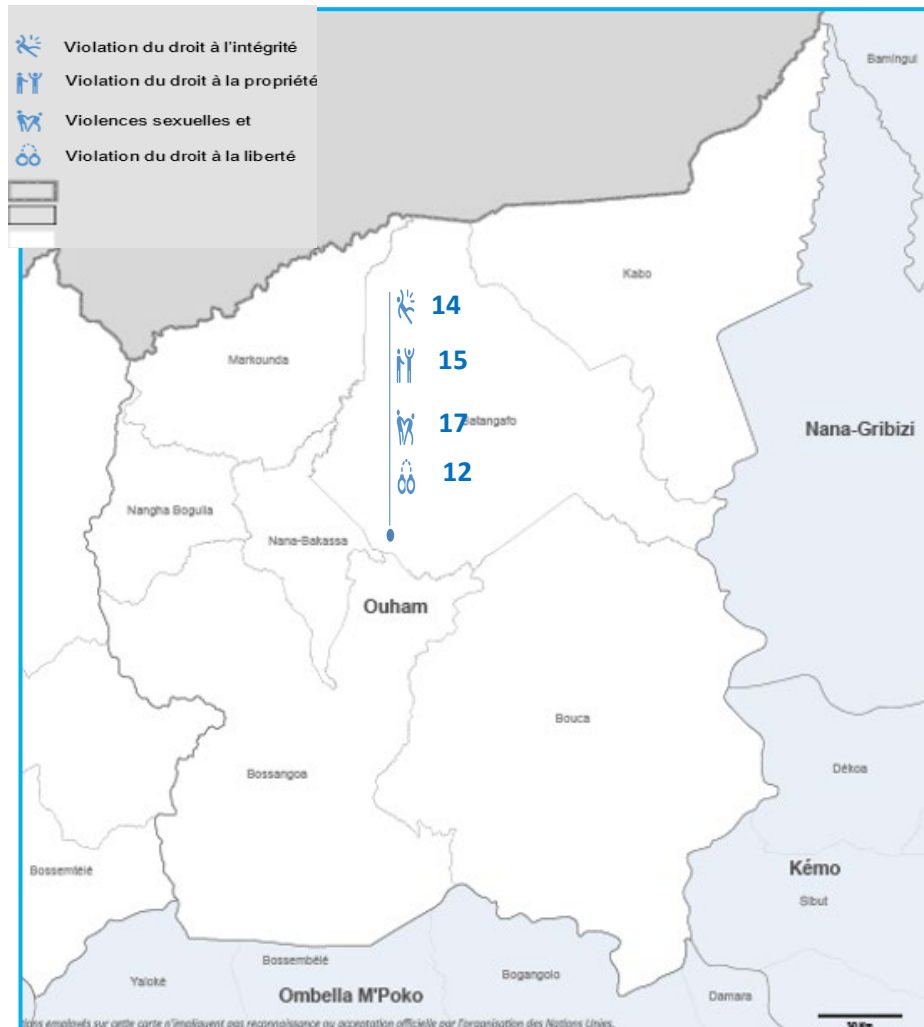
10 PBS identifiées ont bénéficié d'un appui en cash à Batangafo pour favoriser leur réinsertion sociale tout en recevant un suivi psychosocial. 5 autres ont simplement reçu un appui en cash. De plus, 7 référencement de victimes vers des acteurs spécialisés ont été faits dont 03 vers les acteurs de protection de l'enfance et 04 vers un acteur médical.

05 séances de sensibilisation de groupe touchant 288 personnes (70 hommes, 122 femmes, 39 garçons et 57 filles) ont été organisées sur différentes thématiques (VBG, Protection de l'enfance) sur les sites de déplacés et les axes. 01 causerie éducative avec la communauté hôte (10 personnes dont 3 hommes et 7 femmes) a également eu lieu pour évoquer les risques de protection auxquels les filles et les femmes vivant dans la zone de Batangafo sont fréquemment exposées.

Pour tout contact :

- Chef de Mission : Andrew NJOKE, rca@intersos.org, Tél 72301840
- Coordonnateur du Projet HCR : Florence FASSASSI, protection.bangui.rca@intersos.org, 72301859

Carte de la préfecture de l'Ouham



Analyse sécuritaire

Préfecture	Situation sécuritaire
Ouham	<p>Plusieurs événements ont négativement impacté l'environnement de protection des civils et les activités humanitaires. L'activisme des groupes armés à Batangafo et sur les sites des déplacés se manifeste par des exactions commises contre les civils, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La forte présence des GSA dans la commune de Moyenne Sido et leurs mouvements dans les quartiers de la ville et sur l'axe Kabo-Moyenne Sido. Cette présence serait due au mouvement de leur leader vers la zone de chantier d'Or de Koki, dans la préfecture de l'Ouham-Pendé en passant par Markounda. Cette visite aurait eu pour but de désarmer les éléments incontrôlés qui commettent des exactions contre les civils sur le chantier d'Or à Koki. • Aussi, on a signalé le mouvement de trois leaders des GBK de Batangafo du 06 au 08 Août 2020 vers Moyenne Sido en passant par Kabo sous la demande du leader de MPC. Selon les informations reçues, cette rencontre aurait été organisée pour discuter de la libre circulation des personnes de toutes les communautés dans la zone de l'Ouham et aussi

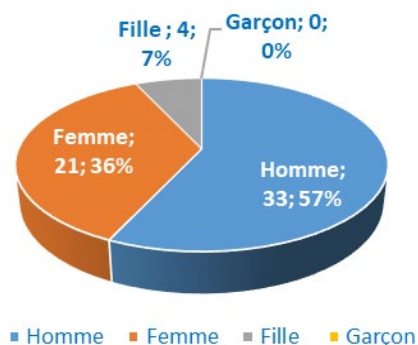
pour revoir la question des taxes illégales au niveau des barrières érigées par les groupes armés.

- **Axe Ouogo** : des atteintes à la vie de deux hommes ont été documentées. Le 17 août 2020, deux PDIs (dont un en situation de handicap) du site Alternatif à Batangafo auraient été tués par les GMO alors qu'ils revenaient de la pêche. L'incident a eu lieu dans le village Mala (42km de Batangafo) et fait suite à des représailles des Peuhls qui auraient vengé les coups et blessures dont l'un de leur aurait été victime le 16 août 2020 par une personne armée non identifiée. Un enfant de 07 ans qui les accompagnait a été retrouvé près des dépouilles et ramené dans le village Mala pour sa protection.
- **La ville de Bouca et les axes** : la population circule et vaque à ses activités quotidiennes grâce à la présence des FSI, des appareils administratifs et à la présence de la MINUSCA (contingent Camerounais). En dépit de cette présence, les hommes armés dont le leader des GBK collectent des taxes, extorquent des biens de la population civile vivant sur l'axe et à Bouca.
- **Axe Batangafo-Kabo** : La route est délabrée en raison de la saison pluvieuse. Cela constitue un risque de protection pour les usagers de ce tronçon où on signale un activisme important des hommes armés qui y opèrent. Ainsi, le 28 août 2020, une organisation humanitaire a été braquée par des hommes armés assimilés aux éléments de GSA. Les staffs ont été enlevés, dépouillés de leurs biens et des coups leurs ont été administrés avant d'être relâchés.

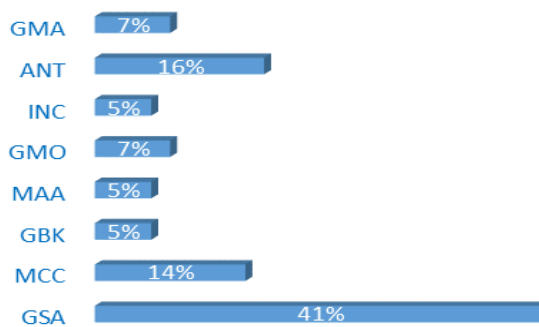
Incidents de protection enregistrés au cours du mois d'Ao

Aout 20					
Incidents de protection	Préfecture de l'Ouham Batangafo			Total du mois	Cumul sur l'année
	Bouca	Kabo			
Violations du droit à la vie/intégrité physique					
Homicide	1	0	2	3	18
Torture et traitements inhumains	0	0	1	1	7
Mutilations	0	0	0	0	0
Coups et blessures	5	0	5	10	42
Accidents explosifs/armes à feu	0	0	0	0	0
Découverte d'un engin explosif	0	0	0	0	0
Violations du droit à la liberté					
Enlèvement/tentative d'enlèvement	2	0	10	12	21
Retour forcé	0	0	0	0	0
Recrutement forcé	0	0	0	0	0
Arrestation arbitraire/détention illégale	0	0	0	0	27
Travaux forcés	0	0	0	0	0
Limitations/restrictions de mouvements	0	0	0	0	0
Déplacement forcé	0	0	0	0	2
Violations du droit à la propriété					
Déguerpissement forcé	0	0	0	0	0
Destruction de propriété	0	0	2	2	5
Occupation illégale	0	0	0	0	0
Pillage	0	0	0	0	0
Extorsion des biens	0	0	3	3	17
Taxe illégale	1	0	4	5	9
Vol/Braquage	1	0	4	5	27
Incendie criminel	0	0	0	0	6
Violations 1612					
Recrutement et utilisation d'enfants	0	0	0	0	0
Attaques contre les écoles et les hôpitaux	0	0	0	0	0
Meurtres/mutilations d'enfants	0	0	0	0	0
Enlèvements d'enfants	0	0	0	0	0
Violences sexuelles faites aux enfants	0	0	0	0	1
Refus d'accorder un accès à l'aide humanitaire	0	0	1	1	1
Violences basée sur le genre					
Viols	1	1	0	2	9
Mariage forcé	0	0	0	0	1
Agression sexuelle	0	0	2	2	6
Denis de ressources d'opportunités	0	0	0	0	2
Agression physique (SGBV)	1	2	11	13	42
Violences psychologiques et émotionnelles	0	0	0	0	15
Total	12	3	44	59	259

Pourcentage des victimes par sexe et tranche d'âge



Pourcentage des cas par auteur présumé



Analyse : La criminalité et le banditisme sont causés par les groupes armés GSA et GBK actifs dans la zone, par le déplacement des peuhls armés (GMO) dans la brousse et par les comportements déviants de certaines personnes connues de la communauté (MCC) causés par la consommation de produits stupéfiants qui les poussent à l'agressivité. La limitation des patrouilles pédestres des MUF aux alentours des sites des déplacés et l'impunité prévalente en raison de la faiblesse de l'Etat dans la zone qui profitent aux auteurs des violations des droits humains qui agissent sans être inquiétés. Cette situation impacte la libre circulation des populations qui se débrouillent en faisant des petits commerces sur les axes. Ces personnes civiles sont devenues les cibles des groupes armés en perpétuel mouvement sur les sites et sur les axes. Ils profitent de l'absence de l'autorité de l'Etat dans la localité pour commettre les actes de violation des droits humains sur les populations civiles et les acteurs humanitaires.

Réponses	Mois d'Aout				
	Batangafo	Bouca	Kabo	Total du mois	Cumul sur l'année
Suivi psychosocial	10	0	0	10	22
Références médicaux	2	1	1	04	50
Références juridiques	0	0	0	0	0
Références protection de l'enfance	0	1	2	3	8
Restitution des biens	0	0	0	0	0
Allocation de parcelles de terre	0	0	0	0	0
Documentation/preuve de la propriété	0	0	0	0	0
Assistance en Cash CBI-EVI	0	15	0	15	50
Assistance en Kit de dignité	0	0	0	0	110

Analyse de l'impact de la réponse : Le monitoring réalisé ce mois dans les sites des déplacés internes de l'axe Bouca a permis de connaître les risques de protection de quinze (15) personnes à besoins spécifiques qui ont été identifiées. Dans le but de réduire les risques des violations des droits humains et des personnes à besoins spécifiques en leur donnant la possibilité d'avoir accès à certains biens pour leurs besoins élémentaires, une réponse individuelle de protection en termes d'assistance en cash d'une somme de dix mille Francs CFA (10 000F) a été accordée aux 15 personnes à besoins spécifiques identifiées pour leur permettre de subvenir à leurs besoins élémentaires de base. De plus, 03 références vers les acteurs de protection de l'enfance et 04 vers les acteurs médicaux ont été faits et les cas continuent d'être suivis.

Suivi des mouvements de population

Prefecture	Sous-Prefecture	Total PDIs		Nouveau x PDIs		Retournés Spontanés		Retournés assistés		Rapatriés Spontanés		Rapatriés Assistés	
		Mén.	Pers.	M	Pers	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.	Mén.	Pers.
Ouham	Batangafo		32402	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bouca	11424	3299	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Kabo		11307	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total			48778	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Analyse

11,424 ménages de **48,778** IDPs résident sur les sites dans l'Ouham selon la dernière mise à jour du mois d'août 2020. Sur les axes, il sied de signaler les mouvements pendulaires de population vers leurs villages d'origine (Lady, Wangue, Bomelengué, Gbagou, Ngbala, Yongo et Ngatoua). Ces mouvements ont lieu pour diverses raisons : notamment le manque d'assistance humanitaire et l'amélioration du contexte sécuritaire pour les autres. Néanmoins, il a été remarqué que certains PDIs, bien qu'absents sur le site, entretiennent leurs huttes pour marquer leur présence afin de bénéficier des éventuelles assistances humanitaires. Cette situation les expose à différents risques de protection au cours des différents mouvements qu'ils effectuent entre leurs quartier et le site. C'est pourquoi une intervention dans les zones de retour est souhaitable pour mieux accompagner le retour.

Protection de l'enfant

Préfecture	Sous-Préfecture	Nombre d'enfants victimes des incidents de protection	Nombre d'enfants référés aux acteurs de protection de l'enfance
Ouham	Batangafo	1	1
	Bouca	1	2
Total		2	3

Analyse : 02 viols ont été documentés sur 2 filles mineures de 11 et 17 ans sur les sites des déplacés internes de Batangafo et dans la ville de Bouca. Les hommes armés présents dans les sites ont été désignés comme auteurs présumés des violations des droits de l'enfant. Aussi, un incident de refus d'accès humanitaire perpétré par des éléments GSA à Kabo a été rapporté ce qui constitue une violation 1612. Le caractère civil et humanitaire étant constamment violé par les groupes armés, cela expose les enfants aux divers risques de protection.

Violences sexuelles basées sur le Genre

Préfectures	Sous-Préfectures	Nombre d'incident	Cas pris en charge	Cas référés
Ouham	Batangafo	2	2	2
	Bouca	2	2	1
	Kabo	13	13	13
Total		17	17	16

Analyse : Les pesanteurs culturelles ne favorisent pas les femmes pour participer aux décisions prises dans le foyer. De plus, les lacunes des parents au niveau de la protection de leurs filles les laissent libres à se vaquer à leurs loisirs ce qui accroît leur risque d'être exposé à des incidents de VBG. Les survivantes identifiées ont bénéficié de soins médicaux mais les survivantes de viol n'ont pas bénéficié de kit PEP en raison de la rupture de ces derniers dans les hôpitaux de la localité.

Sensibilisations / Formations

Formations

Date	Localité	Participants	Thème	Total	Homme	Femme
24 août 2020	Gbakaya	Leaders communautaires	Notion de protection et de VBG	12	8	4

Le 24 août 2020, une formation a été organisée à l'endroit de 12 chefs de quartiers et leaders du site Gbakaya dans la commune de Lady-Gbawi. Le but de cette formation est de renforcer la capacité des autorités locales au sujet de la notion de protection et des violences basées sur le genre pour améliorer le système d'alerte, leur connaissance des droits humains et des circuits de référencement vers les services de prise en charge.

Sensibilisations

Date	Localité	Type de sensibilisation	Thème de sensibilisation	Group cible	Participants				Total
					H	F	g	f	
27/08/20	site Lady	sensibilisation de proximité	Les conséquences de VBG	PDI	3	7	0	0	10
Total					3	7	0	0	10

Pour la promotion des droits des femmes et la connaissance des circuits de référencement des victimes de VBG dans la sous-préfecture de Bouca, une séance de sensibilisation a été organisée à Bouca avec 07 femmes et trois 03 hommes.

Recommandations :

- Orienter les assistances vers les villages de retour sur l'axe Bouca ;
- Multiplier les séances de sensibilisation sur le respect des droits humains, particulièrement les droits des femmes et des enfants ;
- Continuer de sensibiliser les communautés sur les risques de VBG, les circuits de référencement et l'importance d'orienter les victimes vers des acteurs médicaux dans un délai de 72 heures.